



COMMUNIQUÉ DE PRESSE CGT-GHPP MONTÉLIMAR - CGT CH VALENCE

Monsieur le ministre de la Santé,

L'état d'urgence sanitaire est actuellement incompréhensible et plus du tout justifié depuis Janvier 2021, après constat du nombre d'hospitalisations en réanimation et en service « Covid », contrairement à la 1^{ère} « vague ».

La situation actuelle des hôpitaux du pays demande un réel plan de sauvegarde de notre système de santé.

Nos établissements ne sont pas plus submergés qu'en période ordinaire, mais font face à un manque de lits considérable depuis trop d'années !

Le manque de moyens met très vite nos structures de santé en très grande difficulté, ET vous le savez !

Cette situation met également à mal l'égalité des chances de soins pour chaque citoyen, dont vous-même par vos fonctions ainsi que l'Exécutif doivent être garants !

Comme vous le savez, les politiques successives, mais également la vôtre, n'ont de cesse que procéder à des fermetures de lits. Ces décisions ont pour effet de dégrader la prise en charge du soin de la population.

La gestion chaotique de cette crise sanitaire démontre la nécessité d'avoir une politique de santé accompagnée d'investissements par l'augmentation de moyens matériels et humains ! En aucun cas, comme vous le faites depuis plus de 18 mois !!

Nous n'acceptons plus l'incohérence de vos décisions : fermetures de lits, de structures de santé malgré l'augmentation de la population et surtout sous de faux prétextes de sauvegarde et d'intérêt général !

Les soignants ont dû faire face à une crise sans précédent dans notre pays. Ils ont répondu présents pour soigner, parfois au péril de leur vie et de leurs familles pour veiller sur les patients.

Depuis la 1^{ère} « vague », **tous ont appris à côtoyer cette maladie en prenant les précautions adéquates**, alors que **l'Etat était aux abonnés absents** pour leurs protections physique et psychologique au moment où les hospitalisations étaient à l'apogée ! Doit-on également vous rappeler **qu'aujourd'hui encore, les soignants ont l'obligation de venir travailler en étant malades** de la covid-19, s'ils sont asymptomatiques, au risque de contaminer les patients et leurs collègues.

Décision mise en place, par vos soins, pour faire face au manque croissant de soignants !

Monsieur le ministre, vous et Monsieur le président Macron avez menti trop souvent : sur les masques, le matériel, les traitements, lors de la 1^{ère} « vague ». Maintenant, **vous mentez encore sur la vaccination, sur le pass-sanitaire** et faites croire à une nouvelle vague actuellement avec des annonces de chiffres, sans plus aucun taux d'incidence !

Les hospitaliers ne sont plus dupes de la situation sanitaire actuelle dans notre pays.

Doit-on vous rappeler qu'ils sont sur le terrain depuis plus de 18 mois ?

Cette obligation vaccinale met à mal tout notre système de santé à l'heure où il est difficile de recruter du personnel soignant ainsi que de former les nouvelles générations dans le domaine de la santé.

Vous avez **décidé d'ajouter à ces difficultés croissantes, une crise sanitaire supplémentaire et le pass-sanitaire**, puis cette obligation vaccinale qui risquent de réduire l'offre de soins et encore une fois de plus fermer des lits !

Vous **prenez le risque d'annuler des rendez-vous urgents et de diagnostics vitaux** pour la population, dont vous avez une responsabilité.

Pensez-vous vraiment que la solution à cette nouvelle épidémie est de suspendre le personnel alors que nous sommes déjà en grande difficulté de recrutements ?

Après constat de la situation sanitaire actuelle et du nombre d'hospitalisations, M. Le Ministre, nous réclamons la levée de l'état d'urgence sanitaire, une augmentation de lits d'hospitalisation comme le préconise les médecins hospitaliers ainsi que le personnel soignant pour réellement faire face aux hospitalisations actuelles et futures.

Mais surtout, en plus du retrait de la vaccination obligatoire, nous réclamons l'arrêt immédiat du pass-sanitaire qui est indigne d'une démocratie et reste une atteinte à la liberté de circulation. De plus le pass sanitaire aux portes des hôpitaux est une première mondiale, contraire au droit à la vie et au serment d'Hippocrate. Ceci n'a jamais été mis en place, même en période de guerre. Vous osez vous permettre d'entraver l'accès aux soins et par quel motif !

Rappelez-vous que vous êtes responsable de la qualité des soins de toute une population !

Montélimar - Valence, le 13 septembre 2021